

DECLARATION DE LA CGT

MOBILISATION GENERALE POUR LES RETRAITES

Le gouvernement a arrêté son projet de loi de réforme des retraites. Il a décidé malgré l'ampleur des mobilisations de passer en force prenant ainsi la responsabilité d'un conflit social majeur.

La CGT, comme d'autres organisations syndicales, n'a eu de cesse d'appeler à l'ouverture de nouvelles négociations, ce qui a été systématiquement refusé. Ainsi le gouvernement reste sourd à l'expression de plusieurs millions de salariés tout au long de ces dernières semaines. Il rejette avec suffisance et mépris toute autre proposition qui s'écarterait de ses orientations néfastes.

L'avenir des retraites constitue un choix de société. Il relève d'un large débat démocratique. Le gouvernement veut passer outre l'opinion majoritaire des syndicats qui représentent une majorité de salariés. Curieuse conception du dialogue social ! Le gouvernement veut imposer l'ordre aux syndicats de se taire au nom de l'ouverture du débat parlementaire. C'est un déni de démocratie.

Les organisations syndicales ont un rôle essentiel à jouer tout au long du processus. Il n'est pas vrai que la réforme du gouvernement va sauver notre système de retraite par répartition. C'est l'une des plus sévères parmi les réformes appliquées en Europe notamment en terme de baisse des niveaux de pension.

Si les dispositions actuelles étaient maintenues, nous irions vers un effondrement du niveau des retraites des salariés du privé comme du public, doublé d'un allongement sensible de la durée du travail. « Travailler plus pour une retraite moindre » est inacceptable ! De fait, un tel choix ouvrirait la porte à des systèmes par capitalisation creusant les inégalités et approfondissant l'insécurité sociale dans notre pays.

La CGT prend au mot le gouvernement. Il faut un effort vraiment partagé.

Les salariés ont beaucoup donné ces dernières années. Ce sont eux qui une nouvelle fois financeront à 90% le « plan Fillon-Balladur ». Il serait juste et équitable de négocier une hausse de la contribution des employeurs assorties de nouvelles modalités pour qu'elles ne pèsent pas sur les industries de main-d'oeuvre. Cette question du financement est au cœur de l'affrontement sur les retraites.

Il y a des dogmes auxquels les gouvernements ne veulent pas toucher au nom de la préservation des intérêts des actionnaires. En tant qu'organisation syndicale nous ne nous plierons pas à ce type de diktat qui remet en cause les fondements de l'efficacité sociale de notre pays, notre système solidaire de retraites.

Ce qui est juste, équitable et nécessaire, c'est d'assurer un haut niveau de retraite par rapport aux salaires (75 % et 100 % au niveau du SMIC), de garantir un droit effectif à la retraite à taux plein à 60 ans, de reconnaître un droit au départ anticipé pour les salariés exerçant des travaux pénibles ou ayant connu des carrières longues, d'intégrer les périodes d'études, d'apprentissage et de recherche d'un premier emploi. La CGT assume et assumera ses responsabilités dans l'animation et l'élargissement de la mobilisation pour faire face à l'intransigeance gouvernementale et obtenir l'ouverture de vraies négociations. Les nombreuses grèves et manifestations ont déjà rassemblé des salariés du secteur public et ceux du secteur privé, dont la mobilisation grandit.

Comme l'indique la déclaration commune, les organisations CGT, CGT-FO, UNSA, FSU appellent les salariés à faire du 3 juin un rendez-vous majeur de grèves et de manifestations. Elles sont prêtes à donner, avec eux, à cette journée, tous les prolongements indispensables."

Seule une action plus forte, plus large, inscrite dans la durée, peut désormais faire reculer le gouvernement et le MEDEF. La CGT appelle à une mobilisation générale des salariés du public comme du privé pour faire échec à ce projet néfaste.

Montreuil, le 28 mai 2003